



Dix-septième session

La Haye, 5-12 décembre 2018

**Projet de budget-programme
de la Cour pénale internationale pour 2019*****Additif****I. Introduction**

1. Conformément à la pratique de la Cour pénale internationale (ci-après « la Cour »), les hypothèses budgétaires pour 2019 ont été élaborées et convenues par les organes de la Cour sur la base des plans de travail judiciaire et lié aux poursuites pour l'exercice à venir, dans la mesure où ces plans de travail pouvaient être estimés à la fin de juillet 2018.
2. Le projet de budget-programme pour 2019 de la Cour a été soumis le 20 juillet 2018. Le même jour, la Chambre préliminaire I a décidé de reporter le début de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Al Hassan*, du 24 septembre 2018 au 6 mai 2019. Cette décision s'est répercutée sur les hypothèses sous-tendant le projet de budget-programme pour 2019, réduisant le niveau de ressources demandé pour les activités d'appui judiciaire.
3. Conformément à la règle 3.5bis du Règlement financier et règles de gestion financière de la Cour¹, par la présente, la Cour soumet au Comité du budget et des finances un additif au projet de budget-programme tenant compte des conséquences budgétaires de ce nouveau fait, pour une réduction des besoins budgétaires de l'ordre de **257 500 euros**.

II. Hypothèses

4. Comme résultat du report de l'audience de confirmation des charges, les hypothèses budgétaires pour 2019 ont changé : la Cour poursuivra ses audiences pour trois affaires, à savoir : a) deux à l'étape du procès (*Ongwen* et *Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé* ; et b) une à l'étape préliminaire (*Al Hassan*). Dans cette dernière affaire, une décision sur la confirmation des charges est attendue dans les 60 prochains jours (soit au début de juillet 2019), à la suite de l'audience de confirmation des charges en mai 2019. Par conséquent, et sans préjudice de la décision sur la confirmation des charges, le procès *Al Hassan* ne devrait commencer qu'en 2020, ce qui donnerait dix plutôt que quarante jours d'audiences pour les préparatifs d'audience en 2019. Aussi, les paramètres suivants du projet de budget-programme pour 2019 ont été modifiés en conséquence (voir détail en annexe).

* Soumis par la Cour le 7 septembre 2018.

¹ Voir le Règlement financier et règles de gestion financière de la Cour pénale internationale.

(a) Le nombre de jours d'audiences prévu pour l'affaire *Al Hassan* a été réduit de quarante jours à dix, correspondant à l'audience de confirmation des charges et les conférences de mise en état. Ainsi, le Paramètre 1, Nombre de jours d'audiences, a été réduit de 324 jours à 294.

(b) Le nombre de témoins prévu pour l'affaire *Al Hassan* en 2019 a été réduit de vingt-cinq à zéro. Ainsi, le Paramètre 16, Nombre de témoins déposant devant la Cour, a été réduit de 128 à 103.

III. Répercussions financières

5. Le présent additif au budget a été préparé en tenant compte des ressources déjà allouées à la phase préliminaire de l'affaire *Al Hassan* dans le projet de budget-programme pour 2019. Il se fonde sur les meilleures estimations des conséquences financières actuellement prévisibles. Toute demande de ressources additionnelle ferait l'objet d'une demande d'utilisation du Fonds en cas d'imprévu.

6. La demande budgétaire résultant de ce nouveau fait se voit réduite de 257 500 euros pour le Greffe.

7. Comme l'indique le tableau ci-dessous, les réductions concernent les postes Autres dépenses de personnel, Voyages, et Conseils pour la Défense.

Tableau 1. Additif au projet de budget-programme (en milliers d'euros)

<i>Poste</i>	<i>Grand Programme III</i>
Personnel temporaire	(60,0)
Personnel temporaire pour les réunions	(90,0)
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	<i>(150,0)</i>
Voyages	(62,3)
Conseils pour la Défense	(45,2)
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>(107,5)</i>
Total	(257,5)

IV. Description des ressources

8. L'analyse du projet de budget-programme pour 2019 pour le poste des Juges révèle que le report de l'audience de confirmation des charges n'aura aucune incidence budgétaire sur les estimations pour ce poste. Comme le poste des Juges devait déjà absorber tous les coûts liés à l'affaire *Al Hassan*, aucune ressource additionnelle n'a été demandée. Les activités préliminaires prévues pour 2018 seront reportées à la première moitié de 2019 et le calendrier de l'affaire *Al Hassan* sera rajusté en conséquence.

9. Le Bureau du Procureur ne prévoit aucune incidence du report de l'audience de confirmation des charges sur son projet de budget. Alors que l'affaire amorce la phase préliminaire, l'équipe du Mali se concentrera sur les aspects de l'affaire liés aux poursuites. Le report n'a aucune incidence sur la taille de l'équipe affectée à l'affaire, tel qu'il est prévu dans le projet de budget-programme pour 2019.

10. À titre d'organe responsable des aspects non judiciaires de l'administration et du service de la Cour, le Greffe dispose d'un budget établi en fonction du niveau d'appui nécessaire. La réduction du niveau de service nécessaire pour l'affaire *Al Hassan* se traduit par une réduction des besoins en ressources du Greffe, notamment pour ce qui est de l'interprétation, des honoraires des conseils et des activités de protection des témoins. Ces réductions des dépenses de personnel et hors personnel sont décrites ci-dessous.

A. Grand Programme III - Greffe

1. Autres dépenses de personnel (150 000 euros)

11. Afin d'assurer des services d'appui linguistique en arabe, la Section des services d'appui linguistique avait prévu de recruter trois interprètes (P3) pour deux mois pour les audiences *Al Hassan*. Ces ressources supplémentaires, qui se montaient à 60 000 euros, ne sont plus nécessaires.

12. De plus, la Section des services d'appui linguistique avait prévu d'utiliser du personnel temporaire pour les réunions (à savoir, des interprètes autonomes de bambara en Afrique), ainsi que des interprètes du français et de l'anglais. Ces ressources, de 90 000 euros, ne sont plus nécessaires dans le cadre du projet de budget-programme pour 2019.

2. Dépenses hors personnel (107 500 euros)

Voyages (62 300 euros)

13. Diverses dépenses de voyages avaient été prévues dans le cadre du projet de budget-programme pour 2019, notamment pour l'accompagnement de 25 témoins au Siège de la Cour (54 700 euros), pour l'appui aux témoignages par lien vidéo pendant les audiences (4 300 euros) et pour du personnel d'appui aux missions dans les pays de situation, par exemple du bureau juridique, relativement à la règle 68 du Règlement de procédure et de preuve concernant la certification de témoignages enregistrés (3 300 euros).

Conseils pour la Défense (45 200 euros)

14. Le montant de 45 200 euros avait été demandé pour la Section d'appui aux conseils pour couvrir les honoraires et dépenses mensuelles de l'équipe de la Défense de M. Al Hassan pendant la phase préliminaire, conformément à la politique d'aide judiciaire de la Cour². Il faut savoir qu'aucune estimation du montant de l'aide judiciaire pour les victimes n'a été faite, en attendant la décision judiciaire sur l'attribution de l'affaire.

² Voir le Document d'orientation unique du Greffe sur le système d'aide judiciaire de la Cour (ICC-ASP/12/3).

Tableau 2. Grand Programme III : Projet de budget pour 2019

Programme III Greffé	Budget	Budget	Réductions dues aux changements d'hypothèses	Changements des ressources		Estimations révisées
	approuvé pour 2018	proposé pour 2019		Montant	%	
Administrateurs	27 834,8	27 825,6	-	(9,2)	(0,0)	27 825,6
Agents de services généraux	18 631,1	18 812,1	-	181,0	1,0	18 812,1
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>46 465,9</i>	<i>46 637,7</i>	<i>-</i>	<i>171,8</i>	<i>0,4</i>	<i>46 637,7</i>
Personnel temporaire	3 287,5	3 654,7	(60,0)	307,2	9,3	3 594,7
Personnel temporaire pour les réunions	1 162,7	901,6	(90,0)	(351,1)	(30,2)	811,6
Heures supplémentaires	322,8	261,3	-	(61,5)	(19,1)	261,3
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	<i>4 773,0</i>	<i>4 817,6</i>	<i>(150 0)</i>	<i>(105,4)</i>	<i>(2,2)</i>	<i>4 667,6</i>
Voyages	2 016,5	2 082,8	(62,3)	4,0	0,2	2 020,5
Représentation	4,0	5,0	-	1,0	25,0	5,0
Services contractuels	2 286,8	2 707,7	-	420,9	18,4	2 707,7
Formation	623,2	610,0	-	(13,2)	(2,1)	610,0
Consultants	395,4	467,5	-	72,1	18,2	467,5
Conseils pour la Défense	3 383,0	3 533,0	(45,2)	104,8	3,1	3 487,8
Conseils pour les victimes	1 165,0	1 101,3	-	(63,7)	(5,5)	1 101,3
Frais généraux de fonctionnement	13 853,6	12 385,9	-	(1 467,7)	(10,6)	12 385,9
Fournitures et accessoires	895,3	1 067,8	-	172,5	19,3	1 067,8
Matériel, dont mobilier	1 280,8	1 710,0	-	429,2	33,5	1 710,0
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>25 903,6</i>	<i>25 671,0</i>	<i>(107,5)</i>	<i>(340,1)</i>	<i>(1,3)</i>	<i>25 563,5</i>
Total	77 142,5	77 126,3	(257,5)	(273,7)	(0,4)	76 868,8

Tableau 3 : Programme 3100 : Projet de budget pour 2019

3100 Cabinet du Greffier	Budget	Budget	Réductions dues aux changements d'hypothèses	Changements des ressources		Estimations révisées
	approuvé pour 2018	proposé pour 2019		Montant	%	
Administrateurs	1 492,5	1 475,3	-	(17,2)	(1,2)	1 475,3
Agents de services généraux	145,5	145,5	-	-	-	145,5
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>1 638,0</i>	<i>1 620,8</i>	<i>-</i>	<i>(17,2)</i>	<i>(1,1)</i>	<i>1 620,8</i>
Personnel temporaire	-	-	-	-	-	-
Personnel temporaire pour les réunions	-	-	-	-	-	-
Heures supplémentaires	-	-	-	-	-	-
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Voyages	58,2	50,9	(3,3)	(10,6)	(18,2)	47,6
Représentation	4,0	4,0	-	-	-	4,0
Services contractuels	-	-	-	-	-	-
Formation	21,4	8,0	-	(13,4)	(62,6)	8,0
Consultants	5,0	40,0	-	35,0	700,0	40,0
Frais généraux de fonctionnement	-	-	-	-	-	-
Fournitures et accessoires	-	-	-	-	-	-
Matériel, dont mobilier	-	-	-	-	-	-
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>88,6</i>	<i>102,9</i>	<i>(3,3)</i>	<i>11,0</i>	<i>12,4</i>	<i>99,6</i>
Total	1 726,6	1 723,7	(3,3)	(6,2)	(0,4)	1 720,4

Tableau 4 : Programme 3300 : Projet de budget pour 2019

3300 Direction des services judiciaires	Budget	Budget	Réductions dues aux changements d'hypothèses	Changements des ressources		Estimations révisées
	approuvé pour 2018	proposé pour 2019		Montant	%	
Administrateurs	12 091,2	11 932,9	-	(158,3)	(1,3)	11 932,9
Agents de services généraux	5 079,8	5 047,0	-	(32,8)	(0,6)	5 047,0
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>17 171,0</i>	<i>16 979,9</i>	<i>-</i>	<i>(191,1)</i>	<i>(1,1)</i>	<i>16 979,9</i>
Personnel temporaire	1 800,8	1 494,1	(60,0)	(366,7)	(20,4)	1 434,1
Personnel temporaire pour les réunions	826,9	795,2	(90,0)	(121,7)	(14,7)	705,2
Heures supplémentaires	15,0	15,0	-	-	-	15,0
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	<i>2 642,7</i>	<i>2 304,3</i>	<i>(150,0)</i>	<i>(488,4)</i>	<i>(18,5)</i>	<i>2 154,3</i>
Voyages	397,7	369,8	(4,3)	(32,2)	(8,1)	365,5
Représentation	-	-	-	-	-	-
Services contractuels	440,4	1 022,7	-	582,3	132,2	1 022,7
Formation	91,1	91,5	-	0,4	0,4	91,5
Consultants	378,4	385,5	-	7,1	1,9	385,5
Conseils pour la Défense	3 383,0	3 533,0	(45,2)	104,8	3,1	3 487,8
Conseils pour les victimes	1 165,0	1 101,3	-	(63,7)	(5,5)	1 101,3
Frais généraux de fonctionnement	5 989,7	6 124,9	-	135,2	2,3	6 124,9
Fournitures et accessoires	266,4	353,5	-	87,1	32,7	353,5
Matériel, dont mobilier	905,0	1 306,0	-	401,0	44,3	1 306,0
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>13 016,7</i>	<i>14 288,2</i>	<i>(49,5)</i>	<i>1 222,0</i>	<i>9,4</i>	<i>14 238,7</i>
Total	32 830,4	33 572,4	(199,5)	542,5	1,7	33 372,9

Tableau 5 : Programme 3800 : Projet de budget pour 2019

3800 Direction des opérations extérieures	Budget	Budget	Réductions dues aux changements d'hypothèses	Changements des ressources		Estimations révisées
	approuvé pour 2018	proposé pour 2019		Montant	%	
Administrateurs	10 424,6	10 529,3	-	104,7	1,0	10 529,3
Agents de services généraux	4 177,0	4 294,0	-	117,0	2,8	4 294,0
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>14 601,6</i>	<i>14 823,3</i>	-	<i>221,7</i>	<i>1,5</i>	<i>14 823,3</i>
Personnel temporaire	954,0	1 535,4	-	581,4	60,9	1 535,4
Personnel temporaire pour les réunions	315,8	106,4	-	(209,4)	(66,3)	106,4
Heures supplémentaires	-	3,0	-	3,0	-	3,0
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	<i>1 269,8</i>	<i>1 644,8</i>	-	<i>375,0</i>	<i>29,5</i>	<i>1 644,8</i>
Voyages	1 390,5	1 469,9	(54,7)	24,7	1,8	1 415,2
Représentation	-	1,0	-	1,0	-	1,0
Services contractuels	1 202,9	1 169,3	-	(33,6)	(2,8)	1 169,3
Formation	148,0	147,2	-	(0,8)	(0,5)	147,2
Consultants	-	-	-	-	-	-
Frais généraux de fonctionnement	4 604,0	3 189,6	-	(1 414,4)	(30,7)	3 189,6
Fournitures et accessoires	324,1	422,6	-	98,5	30,4	422,6
Matériel, dont mobilier	9,8	25,5	-	15,7	160,2	25,5
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>7 679,3</i>	<i>6 425,1</i>	<i>(54,7)</i>	<i>(1 308,9)</i>	<i>(17,0)</i>	<i>6 370,4</i>
Total	23 550,7	22 893,2	(54,7)	(712,2)	(3,0)	22 838,5

Annexe

Nouvelles hypothèses et paramètres pour le projet de budget-programme pour 2019

<i>Paramètre</i>	<i>Hypothèses pour 2019</i>	<i>Explication</i>
1. Nombre de jours d'audiences	294	Deux salles d'audiences : <i>Gbagbo et Blé Goudé</i> (Côte d'Ivoire) : 124 jours, <i>Ongwen</i> (Ouganda) : 160 jours, et <i>Al Hassan</i> ¹ (Mali II) : 10 jours.
16. Nombre de témoins déposant devant la Cour	103	Durée moyenne : 2,5 jours par témoin.

¹ Sans préjudice de la décision sur la confirmation des charges.